

Nouvelles économiques de Manille

AVRIL 2019 • NUMÉRO 3



L'essentiel

**Décélération de
d'inflation** pour le
quatrième mois consécutif
à 3,8% en février 2019

**Taux d'urbanisation à
51%** contre 45% en 2010

Macroéconomie et finances

En février 2019, le taux d'inflation a ralenti pour le quatrième mois consécutif à 3,8% en glissement annuel (après +4,4% en janvier), soit le niveau le plus bas enregistré en un an. C'est la première fois en douze mois que ce taux correspond à l'intervalle-cible de la Banque centrale (2 à 4%). Pour rappel, l'inflation avait atteint 6,7% en septembre puis octobre 2018, soit un niveau record depuis 2009. Par ailleurs, le ministre du Budget, Benjamin Diokno, a été nommé mi-mars gouverneur de la Banque centrale, à la suite du décès de Nestor Espenilla.

En février 2019, les réserves de change des Philippines ont progressé pour le quatrième mois consécutif, pour atteindre 82,9 Mds USD (après 82,5 Mds USD en janvier). Il s'agit du niveau le plus élevé enregistré depuis octobre 2016 (85,1 Mds USD). Les réserves actuelles correspondent à 7,3 mois d'importations de biens et de services et à 6,3 fois la dette extérieure à court terme. Ce niveau est considéré comme largement adéquat selon les critères du FMI.

En janvier 2019, le déficit commercial des Philippines s'est creusé de 19% en glissement annuel à 3,8 Mds USD. La détérioration de la balance commerciale s'explique à la fois par une baisse des exportations (-1,7% à 5,3 Mds USD) et une augmentation des importations (+5,8%, à 9 Mds USD). Le commerce extérieur des Philippines a ainsi progressé de 2,9% en glissement annuel, à 14,3 Mds USD.

Les dépenses du gouvernement dans les infrastructures ont progressé de 41% en glissement annuel en 2018, à plus de 15 Mds USD. L'investissement dans les infrastructures représente près de 24% des dépenses publiques et 5,1% du PIB de l'archipel. Dans le cadre du programme d'infrastructures « *Build, Build, Build* », les autorités philippines prévoient de porter progressivement les dépenses publiques dans les infrastructures à 7% du PIB d'ici à 2022.

En 2018, la dette extérieure des Philippines a progressé de 8% en glissement annuel, à 79 Mds USD, mais reste modérée à 23,9% du PIB (après 23,3% en 2017). Selon la Banque centrale, cette augmentation est imputable au financement de dépenses publiques en hausse pour les infrastructures et les programmes sociaux, ainsi qu'au besoin de financement des banques philippines, qui acquièrent des actifs de qualité pour anticiper l'augmentation du seuil du ratio de liquidité (LCR), prévue par l'application des recommandations Bâle III. La dette extérieure de l'archipel, en majorité de long terme (80%), est principalement libellée en dollars (61%) et en yens (13%). 50,3% de la dette a été contractée par le secteur public.

Le taux d'urbanisation s'est élevé à 51,2% en 2015 contre 45,3% en 2010, selon le dernier rapport de *Philippine Statistics Authority* sur la base du recensement de la population en 2015. Près de 51,7 M de personnes vivaient ainsi en zone urbaine, contre 49,3 M en zone rurale. Le nombre de personnes résidant en zone rurale a enregistré une baisse de 0,5% entre 2010 et 2015, tandis que celui en zone urbaine a augmenté de 4,1%. Les régions les plus urbanisées sont celles de Calabarzon (taux d'urbanisation à 66,4%), Davao (63,5%) et Luçon centrale (61,6%).

Informations sectorielles

En 2018, la Banque asiatique de développement (BAsD) a attribué 13,25 Mds USD de marchés de fourniture de biens, de travaux et de consultance, en hausse de 18,6% par rapport à 2017, financés essentiellement par des prêts souverains, mais aussi sous forme de dons-projets (697 M USD) et d'assistance technique (225 M USD). Le nombre de contrats décernés a augmenté, de 7 568 en 2017 à 7 909 en 2018. Les 10 premières nationalités des entreprises attributaires de ces marchés sont régionales, à l'exception de l'Allemagne, en 6^{ème} position. La Chine est en tête avec 2,5 Mds USD de contrats, suivie par l'Inde (2,4 Mds USD), l'Indonésie (1,9 Md USD) et les Philippines (0,9 Md USD). **Les entreprises françaises, en 19^{ème} position sur 67 États actionnaires, ont remporté 120 M USD d'appels d'offres, soit 20% d'augmentation.** En particulier, 50 contrats de consultance ont été remportés pour un montant total de 58 M USD, soit une part de marché record de 8,3%, qui confirme l'excellence de l'ingénierie française.

Source : BAsD, Administrateur pour la France

Le bénéfice de la compagnie aérienne *low-cost* Cebu Pacific Air a chuté de 50,6% en 2018 à 74 M USD malgré une progression du chiffre d'affaires de 9% à 1,4 Md USD. Cette baisse serait en partie attribuable à l'augmentation des prix du carburant, à la volatilité du peso philippin, à la hausse des taux d'intérêt ainsi qu'à la fermeture temporaire de l'île de Boracay. Le nombre de passagers a augmenté de 2,7% à 20,3 M de personnes, générant un chiffre d'affaires d'1 Md USD (+9%). Les revenus de l'activité cargo ont progressé de 19% (210 M kg). La compagnie aérienne doit recevoir douze nouveaux avions en 2019 : six Airbus A321neo, cinq A320neo et un ATR 72-600.

Le ministère des Finances a annoncé que deux projets ferroviaires, Subic-Clark au centre de Luçon et à Mindanao dans la région de Davao, pourraient être financés par des prêts publics chinois. Le projet de chemin de fer de fret Subic-Clark, d'une longueur de 71 km, reliera les deux zones franches pour un coût de 949 M USD. La première phase du projet ferroviaire de Mindanao, sur une distance de 102 km pour un montant de 670 USD, reliera les villes de Digos, Davao et Tagum. Les travaux pourraient débuter dans le courant de 2019.

Le nombre de permis de construire a progressé de 20,7% à 40 369 permis au T4 2018 en glissement annuel, reflétant le dynamisme du secteur de la construction. Les permis de construire relatifs aux bâtiments résidentiels et non résidentiels ont respectivement représenté 74% et 13,6% du total. Les permis relatifs aux travaux d'extension et de réparation s'établissent quant à eux à 3% et 9,4% du total. Ces permis sont principalement situés dans les régions de Calabarzon (25,4%), des Visayas centrales (13,8%) et de Luçon centrale (10,9%).

Selon le ministère de l'Agriculture, le phénomène climatique *El Niño* aurait représenté 82 M USD de destruction de récoltes à fin mars. 125 590 tonnes métriques de riz et 107 417 de maïs aurait été perdues. 149 914 hectares de terrains agricoles seraient concernés. Les opérations d'ensemencement de nuages se poursuivent.

Le ministère de l'Agriculture a étendu l'interdiction temporaire d'importation de porcs et de produits contenant de la viande de porc, aux farines et protéines animales transformées issues de porc destinées à l'alimentation animale, en provenance des états touchés par la peste porcine africaine. Quinze pays, dont sept États membres de l'UE (Lettonie, Pologne, Hongrie, Belgique, République tchèque, Bulgarie et Roumanie) sont concernés. Ces interdictions ne sont pas conformes aux règles de l'OIE, en raison de la non-application du principe de zonage.

Le déficit agricole s'est élevé à 1,9 Md USD au T4 2018, soit une hausse de près de 30% en glissement annuel. Les exportations ont progressé de 8,8% à 1,7 Md USD (10% du total des exportations), tandis que les importations ont augmenté de 19,6% à 3,6 Mds USD (12% du total des importations). Les exportations philippines vers la France se sont chiffrées à 11 M USD tandis que les importations en provenance de France se sont élevées à 43 M USD.

Copyright © 2019. Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique de Manille.

Clause de non-responsabilité. Le Service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Version du 01/04/19 – Publication mensuelle

www.ph.ambafrance.org    www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/PH 

Laurent ESTRADÉ

Chef de Service économique

Laurent.estrade@dgtresor.gouv.fr

Camille CHABÉ

Adjointe au Chef de Service économique

Camille.chabe@dgtresor.gouv.fr